



RBC Placements en Direct^{MC}

Comptes fictifs RBC Placements en Direct^{MC}

En savoir plus >

IMAGINEZ. RÉALISEZ.

lapresseaffaires cyberpresse.ca

L'effronterie du secteur public

Publié le 17 octobre 2009 à 05h00 | Mis à jour le 18 octobre 2009 à 14h16



[Michel Girard](#)

La Presse

Audace, impudence, insolence, sans-gêne. C'est ainsi que le Petit Robert définit le mot «?effronterie?».

À mes yeux de contribuable, cela qualifie précisément ce que j'ai ressenti après avoir pris connaissance cette semaine des demandes syndicales des employés du secteur public québécois.

Je vous les résume?: le front commun des 475 000 employés du secteur public «?nous?» réclame des augmentations ne totalisant rien de moins que 11,25% en trois ans, ce qui augmenterait leur masse salariale de 3,2 milliards de dollars.

Pourquoi je dis «?nous?» ? Je prends ça «?personnel?» parce que ce sont les contribuables qui font vivre le gouvernement et son vaste secteur public.

Quand le président de la FTQ, Michel Arsenault, affirme que «?l'employeur va s'arracher les cheveux et dire qu'il ne peut pas payer.?» , j'aimerais lui rappeler que le véritable «?employeur?» du secteur public, c'est l'en des contribuables.

Et j'avoue que les hausses salariales réclamées par le front de boeuf, pardon, par le Front commun du secteur public, m'interpellent directement. En tant qu'employeur indirect (par l'entremise des élus du gouvernement, tous partis confondus), oui elles m'arrachent les cheveux vos demandes et non, on n'a pas les moyens de vous les payer. Avant que les bonzes du Front commun, les Claudette Carboneau de la CSN, Michel Arsenault de la FTQ et Gilles Dussault du SISP (Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) ne demandent à leurs troupes de m'inonder de leurs malheurs... financiers, j'aimerais juste leur rappeler quelques faits budgétaires.

1 > Nous, propriétaires du gouvernement du Québec, allons boucler la présente année financière avec un déficit qui s'enlève vers les cinq milliards de dollars. Et les déficits annuels vont se poursuivre pendant plusieurs autres années. Qui dit déficit, dit alourdissement de la dette. Ayons ici une petite pensée pour les générations futures qui devront éponger ces dettes...

2 > Vous, nos employés du secteur public, comptez à vous seuls pour près de 55% de l'ensemble des dépenses actuelles de tous les programmes du gouvernement provincial. Les dépenses liées à votre rémunération s'élèvent actuellement à 32,8 milliards de dollars. Méchante facture...

3 > Pour éviter de réduire le salaire et les alléchants avantages sociaux dont vous bénéficiez (à comparer à la majorité des travailleurs du secteur privé), le gouvernement va devoir puiser davantage dans nos poches, en augmenter bientôt la taxe de vente (TVQ) et également le coût des divers services publics.

4 > Pendant ce temps, le taux de chômage au Québec frise les 8,8%, après avoir perdu depuis le début de l'année 57 600 emplois. À Montréal, la situation est encore pire?: on parle de 9,5%.

5 > En raison de la crise financière mondiale qui a (également, eh oui?!) frappé le Québec, non seulement des entreprises ont fermé leurs portes et mis à pied des dizaines de milliers de travailleurs, mais en plus, un très grand nombre de travailleurs (syndiqués et non syndiqués) ont été contraints d'accepter des baisses de salaire et des révisions à la baisse de leurs avantages sociaux.

6 > Conséquence directe de ces pertes d'emploi et réductions de salaire?: le gouvernement québécois se retrouve forcément avec une diminution des revenus d'impôt et de taxes de tout acabit.

7 > Ajoutons à cela la forte baisse des revenus que le gouvernement tire des impôts des sociétés. Ce n'est pas une surprise pour personne de constater que les bénéficiaires imposables des entreprises ont dramatiquement chuté dans la foulée de la récession.

Revenons aux choses importantes?! C'est sur le thème «?Ensemble pour les services publics?» que les bonzes du Front commun SISP-CSN-FTQ

font présentement une grande tournée du Québec dans le but, disent-ils, d'échanger avec leurs membres et la population sur les enjeux de la négociation pour le renouvellement des conventions collectives qui arrivent à échéance le 31 mars 2010.

Et parole de Claudette Carbonneau?: «?Ce Front commun est unique dans l'histoire du Québec. Nous négocions d'une même voix pour 475 000 travailleuses et travailleurs... Cette négociation est importante, non seulement pour nos membres, mais pour toute la population. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer les conditions de travail des salariés de l'État, il s'agit également de maintenir et d'améliorer les services publics.?»

Message à nos 475 000 salariés de l'État québécois et également à tous les cadres non syndiqués?: l'amélioration de vos conditions de travail passe par la détérioration des finances personnelles de la population.

Désolé, mais on n'a pas les moyens de s'appauvrir collectivement pour améliorer votre sort?!

Pour la majorité des travailleurs du secteur privé, des salaire et des conditions de travail gelés sont actuellement considérés comme une sacrée bonne nouvelle.

Partager :

- [facebook](#)
- [twitter](#)
- [del.icio.us](#)
- [Google](#)

Le partage de signets

Le partage de signets est une façon pour les utilisateurs d'internet d'archiver, d'organiser, de partager et de chercher des signets (ou favoris) de pages Web. Les utilisateurs n'ont qu'à sauvegarder les liens des pages Web qu'ils veulent retrouver facilement ou partager avec des amis ou des personnes ayant des intérêts similaires.

Ainsi, si vous trouvez un article intéressant sur le site de Cyberpresse.ca et que vous voulez le sauvegarder pour une référence future ou le partager avec d'autres, vous n'avez qu'à cliquer sur un de ces liens pour l'ajouter à votre liste. L'accès à ces sites est gratuit, mais vous devez vous inscrire.

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.